Observations de Mme Bridou Françoise, demeurant à Gif/Yvette (vallée), ingénieur de recherche **retraitée du CNRS, ayant travaillé à la Faculté d'Orsay jusqu'en 2011.**
(Le 17 décembre 2014 à Orsay, j'ai rencontré **M. Yves MAËNHAUT**, commissaire enquêteur)

URBANISATION EXCESSIVE
Le projet d'urbanisation projeté sur le Plateau de Saclay est **un grand gâchis**.
Sans pouvoir les reprendre un par un dans le détail, je m'associe totalement aux commentaires de l'association GIF ENVIRONNEMENT : Urbanisation concentrationnaire, massive (100 000 personnes !?), excessive (hauteurs exagérées), laide, entraînant son lot de destructions (terrains agricoles, espaces verts), pollutions et embouteillages incompressibles. Ce qui risque bien au total de n'en faire qu'**un lieu bien peu attractif.**

DEVELOPPER LA RECHERCHE ?
Concernant **le but revendiqué de développer la recherche**, on peut avoir quelques doutes étant donné la réalité constatée dans les établissements scientifiques, Faculté ou CNRS : **manque de crédits de fonctionnement**, bâtiments non entretenus, et beaucoup plus grave, **manque de postes pour les jeunes chercheurs**, même très brillants. Après thèse, post-docs, parfois renouvelés, ces jeunes « pleins d'avenir » doivent s'expatrier pour travailler. Dans ces conditions, pourquoi attirer les chercheurs étrangers qui devront bien sûr repartir avec le savoir acquis ici ? Cette **fuite de cerveaux programmée est totalement aberrante**. **Pour préparer l'avenir il faut investir en priorité dans les moyens humains** plutôt que dans le béton et veiller à ne pas construire des bâtiments vides de manips et chercheurs.

DEMENAGEMENTS ?
Concernant les **déménagements de centres existants**, le mythe de « **la tasse à café** » qui fera surgir les idées est bien dépassé dans le monde du **XXIe siècle**, étant donnés les moyens de communication actuels via **Internet**. Il y a d'ailleurs des chances pour qu'ayant perdu des heures dans les embouteillages, plus personne n'aura de temps à perdre à la cafétéria ! Il faut arrêter d'urgence les déménagements inutiles de laboratoires situés à proximité en région parisienne. Avec l'économie engendrée, on pourrait créer des postes pour les jeunes.
Mis à part le coût des bâtiments, a-t-on conscience du **retard engendré par le démontage remontage d'une manip** qui a souvent demandé des années de mise au point ? Cela devra se faire parfois sans l'aide des techniciens ou ingénieurs d'origine, ou même sans aide du tout, les postes n'ayant pas été renouvelés, car **là, on fait des économies**! La recherche n'a pas besoin d'accumuler de tels **retards** dans le contexte actuel de **concurrence mondiale**.
La logique des arguments développés par **l'association moulon2020 (cités ci-dessous)** semble irréfutable :

> « Il nous est présenté comme indispensable de regrouper sur les 7 Kms de campus urbain de la frange sud du plateau des grandes écoles scientifiques, des instituts de recherche publics et privé, déjà existants, parfaitement intégrés dans leur tissu local et situés à seulement quelques kilomètres de Paris Saclay Territoire sud….or, il est écrit page 22 du dossier d'enquête publique .. : *"le développement du campus urbain est aussi étudié à l'échelle plus vaste de l'Arc de l'Innovation Saclay/Orly/Evry, en synergie avec les deux autres pôles moteurs sud franciliens »*…**Nous ne comprenons donc pas pourquoi il faut « déménager les uns quand on va pouvoir travailler avec les autres et en synergie** »…

La proposition de **« ne pas déménager les établissements situés à moins de 27 kilomètres de la frange sud du Plateau et dont les travaux n'ont pas commencé »** est tout à fait raisonnable et devrait être prise en compte.

SECURITE ?

Laboratoires et habitations feront-ils bon ménage ? Les problèmes liés à la **sécurité** ne peuvent pas être négligés. Outre le centre de recherche nucléaire du CEA, tous les laboratoires recèlent des **produits potentiellement dangereux** : chimiques, rayonnements, ou bien peuvent en **générer** du fait même de découvertes scientifiques (nano-particules par exemple). C'est bien pour cette raison que **jusqu'alors on avait pour principe d'éloigner ces établissements des lieux de vie.** Pourquoi faire le contraire et multiplier les risques ?

> *Par exemple, dans un des laboratoires du Moulon, il y a quelques années, un accident grave (menace d'explosion d'une bombonne de gaz très toxique) a été évité de justesse. On nous a demandé de quitter les lieux d'urgence et de rentrer chez nous.*

Actuellement, il existe pour chaque laboratoire ou installation classée, **un plan d'urgence d'évacuation**, établi en coordination avec les autorités préfectorales. Ces plans seront-ils cohérents avec la présence d'habitations voisines ? Que se passerait-il si un accident survenait **la nuit,** ou pendant les **périodes de fermeture** des établissements ?

Les laboratoires font également l'objet d'**intrusions** car ils recèlent des matériaux précieux, ou tout simplement des ordinateurs. Dans la vallée, la fac d'Orsay a du s'équiper de clôtures et donne des consignes strictes pour les périodes estivales. Pense-t-on pouvoir s'affranchir de ces principes élémentaires de sécurité et comment ?

On n'ose imaginer ce qui pourrait advenir en cas **d'alerte « Vigipirate »,** la concentration projetée faisant de ces sites une cible de choix. Un plan d'urgence a-t-il été prévu ?

TRANSPORTS ?

Le projet de grand métro semble bien dispendieux et peu utile au regard des moyens de communication de proximité (maillage fin) qu'il serait nécessaire d'établir depuis les gares existantes jusqu'au Plateau. Encore une fois il serait surtout urgent **d'améliorer les transports existants** (RER B), plutôt que d'en concevoir de nouveaux, qui seront fatalement à leur tour soumis aux mêmes problèmes d'entretien et de fonctionnement coûteux.

FINANCEMENTS ?

En admettant que ces projets trouvent leurs financements, ce qui semble déjà difficile, qu'en sera-t-il pour les **budgets de fonctionnement** ? La situation actuelle risque encore de se dégrader. Le plus grand flou règne sur ces sujets. Cependant, il y a fort à parier que les populations locales pourraient être directement concernées à moyen terme au titre de la participation financière.

CONCERTATION ?

On ne peut que regretter **l'absence de concertation véritable sur le fond** de ce projet gigantesque, de ce grand gâchis. S'il y a eu de nombreuses réunions d'informations, y compris dans la Faculté, celles-ci n'ont jamais donné lieu à de vrais débats, les décisions ayant, semble-t-il, été prises « ailleurs ». Un fait significatif rend compte de l'importance accordée à l'avis des personnes impactées par ces développements: l'enquête se déroule ici, mais pendant ce temps, la maquette s'expose à Paris.